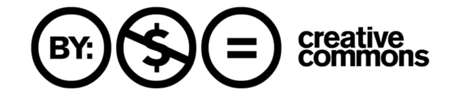


Annales. Economies, sociétés, civilisations

Ichisada Miyazaki, *China's Examination Hell : the Civil Service Examinations of Imperial China*

Pierre-Étienne Will



saluera par la même occasion les efforts déployés par l'Institut des Hautes Études Chinoises pour publier dans les meilleures conditions les travaux sinologiques produits dans les institutions françaises. Le soin apporté à la réalisation de volumes comme celui de Liu Pak-yuen (les « Mémoires » en comptent vingt-deux parus en moins de dix ans) fait honneur à une « école » qui, en dépit des faibles moyens dont elle dispose, tient encore sa place dans le monde des études chinoises.

Pierre-Étienne WILL

1. Cf. le compte rendu précédent, n. 1. On notera en particulier que la quatrième livraison, intitulée « The government », fait une large place à tous les aspects qui conditionnent l'exercice du pouvoir ou qui en sont les conséquences.

Ichisada MIYAZAKI, *China's Examination Hell : the Civil Service Examinations of Imperial China*, Traduit du japonais par Conrad Schirokauer, New Haven-Londres, Yale Univ. Press, 1981, 144 p.

Les sinologues connaissent depuis longtemps ce petit ouvrage, paru en japonais dès 1963. La présente traduction avait déjà été publiée chez Weatherhill en 1976. Bourré de renseignements, souvent fort divertissant, le livre de Miyazaki s'attache au système des examens proprement dits, dont l'histoire remonte au début du VIIe siècle : entendons qu'il en laisse de côté la préhistoire, laquelle date des débuts de l'empire et même d'avant, lorsque les tests de culture générale, de moralité et d'habileté littéraire ne servaient qu'à confirmer un choix qui s'était opéré par d'autres voies, généralement la « recommandation ». A partir des Sui et des Tang, au contraire, et plus encore des Song (Xe-XIIIe siècles), la série d'épreuves culminant avec l'« examen du palais » est la voie royale, quasi obligée, pour accéder à la fonction publique et à ses prestiges ; elle est intégralement gérée à l'intérieur du système bureaucratique, et permet en principe à tout un chacun de s'élever aux honneurs par la seule vertu de ses qualités intellectuelles.

Le livre n'est pas à proprement parler une *histoire* de l'institution depuis ses débuts jusqu'à sa disparition (en 1905), et ce même si la perspective historique, d'ailleurs récapitulée dans le chapitre final, n'est jamais perdue de vue. C'est une description synchronique du système tel qu'il fonctionnait sous la dynastie des Qing (la dernière), dans sa période de plus grande élaboration sinon de plus grande vitalité. Le parcours suivi par le candidat est minutieusement restitué au fil des chapitres, depuis l'apprentissage des premiers caractères — et même depuis les « soins prénataux » destinés à mettre toutes les chances du côté du futur bébé — jusqu'à la cérémonie solennelle au cours de laquelle l'empereur intronisait la poignée de « docteurs » qu'il avait lui-même classés. Au passage est décrite en grand détail l'organisation incroyablement complexe et formalisée des trois séries d'épreuves qui faisaient des lettrés jeunes et moins jeunes d'abord des « étudiants » (*shengyuan,* ou *xiucai*) inscrits dans les écoles d'État, sélectionnés au niveau des préfectures ; ensuite des « licenciés » (*juren*) — à ce niveau la sélection était la plus dure —, examinés dans les capitales provinciales une fois tous les trois ans, déjà considérés comme membres potentiels de la bureaucratie ; et enfin ces prestigieux « docteurs » (*jinshi*), au nombre de 3 ou 400 par session, choisis à l'issue de l'examen métropolitain triennal, qui sont un peu l'équivalent de nos énarques ou de nos normaliens[1].

Le charme et l'intérêt du livre tiennent à ce qu'il ne se limite pas à la description d'un *système,* c'est-à-dire de l'abstraction qu'on peut tirer des recueils de réglementation administrative[2]. Ce qu'il montre de façon infiniment concrète, c'est comment les gens qui étaient aspirés dans l'engrenage du cursus académique vivaient l'aventure, les épreuves physiques et psychologiques qu'il leur fallait traverser sans « craquer »,

la hargne des perdants et l'euphorie des heureux élus... L'extrême variété des sources utilisées, tant administratives qu'historiques, littéraires ou anecdotiques, permet à l'auteur de tout introduire, depuis le cérémonial le plus austère jusqu'au folklore le plus débridé.

Le résultat est une assez belle tranche de vie. Ainsi ne trouvera-t-on pas exagéré le titre du livre si l'on se réfère à l'ambiance qui régnait sur ces « terrains d'examen » que la loi exigeait hermétiquement clos et coupés de l'extérieur pendant toute la durée des sessions, à ces cellules sordides et minuscules où les candidats devaient composer la copie qui engagerait leur carrière, des candidats traités comme du bétail par les soldats illettrés chargés de les surveiller, et dont il n'était pas rare que dans l'angoisse et le *stress* du moment ils devinssent un peu « bizarres dans leur tête », comme dit l'auteur. La même chose pouvait arriver aux examinateurs qui partageaient leur captivité. Les anecdotes sont légion qui relatent les « histoires extraordinaires » susceptibles de se produire pendant le grand enfermement, des histoires qui montrent, s'il en était besoin, à quel point la notion de « rétribution » était omniprésente dans le vécu moral et religieux des Chinois, même chez les plus « rationalistes » des confucéens. Si vous aviez causé la mort d'une jeune fille en la déshonorant, vous risquiez de voir le fantôme venir réclamer justice dans votre cellule d'examen, et d'y perdre la vie. A l'inverse, celui qui avait à son actif (ou dont la famille avait à son actif) des « actions vertueuses cachées » pouvait aussi bien rencontrer un succès inespéré. Les exemples ne manquent pas, et il n'y a pas lieu de les mettre en doute, tant il est vrai que les limites entre la réalité et la fiction sont toujours incertaines, dans la vie comme dans le livre de Miyazaki !

La notion de rétribution est importante, car elle contribuait à rendre acceptable l'inévitable arbitraire des résultats. Même en faisant abstraction des cas de favoritisme ou de corruption, les examinateurs avaient en effet à extraire une poignée de lauréats d'une montagne de copies anonymes (jusqu'à 20 000 pour 80 reçus à l'examen provincial), et d'un conformisme décourageant : les exigences formelles étaient contraignantes, l'originalité risquée, le savoir à mettre en œuvre limité et mémorisé par tous, et tout le monde cherchait à imiter les modèles en vogue proposés dans ces « méthodes sans peine » dont les librairies faisaient un fructueux commerce. La chance entrait donc pour beaucoup dans le résultat final, mais plus d'un essayait de la forcer par des moyens déloyaux. L'auteur fournit un catalogue très complet des fraudes usuelles — se munir d'aide-mémoire, tenter d'échapper aux fouilles, envoyer un substitut à sa place, convenir avec un examinateur de signes de reconnaissance, etc. —, ainsi que des contre-mesures prévues à cet effet, lesquelles suggéraient de nouveaux stratagèmes, et ainsi de suite. Le côté soupçonneux et coercitif de la réglementation, l'ingéniosité déployée par ceux qui sont intéressés à la tourner, ce sont là des traits que l'on retrouve dans tous les domaines couverts par l'administration chinoise traditionnelle.

Le chapitre final tente une évaluation globale du système et de son apport à l'État et à la société en Chine. Évaluation balancée, comme on dit, qui ne verse ni dans l'idéalisme sinocentrique ni dans le dénigrement systématique (le premier de ces excès se rencontre à l'occasion chez les auteurs occidentaux, le second n'étant pas rare chez les Chinois de notre siècle). Il n'est pas niable que l'institution des examens littéraires a puissamment contribué à transformer la monarchie aristocratique médiévale en cet autocratisme bureaucratique qu'il faut bien considérer comme l'aboutissement ultime du système politique chinois, sinon comme la réalisation de sa forme idéale, et qu'en ce sens elle a eu un rôle « progressiste ». De même va de soi que la pratique des examens a connu des phases de vigueur et de rigueur, d'autres de laisser-aller et d'inefficacité, les unes et les

autres répondant typiquement au fameux « cycle dynastique ». Concernant la dynastie des Qing, Miyazaki impute l'inaptitude du système, dès le milieu du XVIII[e] siècle, à sélectionner une authentique élite intellectuelle, à la pléthore des candidats. Celle-ci, loin d'offrir un plus large choix aux examinateurs, les submergeait au contraire sous une avalanche de devoirs dans laquelle ils ne pouvaient faire un tri qu'en se fondant sur des critères purement formels : les copies contenant des pensées fortes ou originales, à supposer qu'il y en ait, étaient noyées dans la masse et ne pouvaient qu'échapper à des examinateurs faisant le *forcing* pour respecter les délais.

Cela dit, certaines questions importantes ne sont évoquées qu'assez cursivement, à commencer par celle du recrutement social des candidats et plus encore des lauréats. L'auteur mentionne bien le contraste entre le caractère théoriquement ouvert des épreuves (tout le monde y avait accès en dehors d'une infime minorité de marginaux) et les dures réalités financières. On n'a de chances de réussir que si l'on peut se consacrer à plein temps, et souvent jusqu'à un âge mûr, à la préparation des examens. Il faut donc avoir les moyens, d'autant plus qu'au coût d'une scolarité s'ajoute, pour le candidat heureux, celui non négligeable des divers cadeaux et pourboires qu'il ne saurait sans se déconsidérer refuser aux examinateurs qui l'ont fait passer et à tous ceux qui se considèrent, désormais, comme ses clients : il lui faut tenir son rang, un rang dont les retombées sonnantes et trébuchantes, s'il y en a, ne viendront que plus tard. Ajoutons enfin que la cherté d'une bonne éducation vient aussi de ce que l'État chinois, Miyazaki y insiste à juste titre, a choisi d'abandonner la formation des étudiants au « privé » (précepteurs familiaux, écoles claniques, « académies »...). Entretenir un réseau d'écoles publiques, comme cela a été fait à l'époque des Song (et un peu au début des Ming), coûte beaucoup plus cher que de mettre tout l'effort sur une procédure de recrutement indépendante de tout système d'enseignement. En préférant imposer l'orthodoxie par le haut, c'est-à-dire au niveau du seul accès possible aux positions de pouvoir, l'État choisissait la formule propre à assurer le maximum de contrôle au moindre coût. C'est à mes yeux une démarche qui définit parfaitement le système impérial chinois dans ses derniers siècles d'existence.

Reste que l'accès à la fonction publique n'était pas le monopole exclusif d'un mandarinat vivant de ses rentes foncières et des bénéfices tangibles de l'exercice du pouvoir, et se reproduisant lui-même à travers le système des examens. S'il est difficile de saisir dans quelle mesure ce dernier était « démocratique » et favorisait la mobilité sociale — conformément à une idée qui a été chère à une certaine école sino-américaine —, il semble bien qu'un degré non négligeable d'osmose ait existé entre les milieux lettrés déjà dans la place (la *gentry* constituée des familles ayant un ou des titulaires de degrés académiques parmi leurs membres) et les milieux marchands, où la mobilité sociale, mesurée par la richesse, était incontestable. Qu'il s'agît d'alliances matrimoniales, ou d'un processus de répartition des tâches au sein des clans, certains étant dirigés vers les affaires et d'autres vers la carrière académique/administrative, il n'est pas douteux que l'accès au savoir, donc éventuellement au pouvoir, pouvait s'ouvrir à des « hommes neufs » venus d'horizons divers et dont les ascendants ou collatéraux immédiats n'étaient pas passés par la filière. Il est bien connu, d'un autre côté, que ces hommes neufs, une fois qu'ils avaient réussi, se fondaient aussitôt dans la masse des lettrés bureaucrates, dont ils adoptaient avec avidité les façons de penser et le style de vie.

Ces considérations, admettons-le, débordent un peu le sujet *stricto sensu* du livre. En revanche une question essentielle qu'il ne pose guère qu'en termes très généraux, et que le lecteur ne peut manquer de se poser, est de savoir si, et dans quelle mesure, les examens traditionnels chinois étaient un instrument adapté au recrute-

ment d'administrateurs et d'hommes d'État capables. On a beaucoup écrit sur le caractère conformiste, essentiellement littéraire, voire parfaitement creux du savoir sur lequel étaient jugés les candidats, et sur le paradoxe qu'il y avait à former et à recruter de la sorte des hommes destinés à des tâches exigeant une compétence et un savoir-faire considérables. La Chine, par la grâce de son système d'examens, était-elle gouvernée par des incompétents ? Il faudrait alors admettre qu'ils ne s'en sont pas si mal tirés.

Disons que l'appréciation doit être nuancée. Le système académique chinois n'est pas le seul auquel on ait pu reprocher d'obliger les gens à acquérir des connaissances qui ne leur seraient d'aucune utilité dans la vie active, et de servir essentiellement à reproduire une idéologie, ou une orthodoxie. Ce dernier point déjà ne serait pas négligeable, dans la mesure où l'on imagine mal comment un empire aussi vaste et hétérogène aurait pu conserver son unité et assurer sa pérennité sans disposer d'une classe politique soudée par un ensemble minimal d'options intellectuelles, qu'il ne venait à l'idée de personne de remettre en question — ceci n'excluant pas les débats d'idées, parfois acharnés, à l'intérieur même de ce cadre. On pourrait ajouter qu'une de ces options de base auxquelles les lettrés passés par les examens étaient en permanence renvoyés, fût-ce sous la forme d'un certain rabâchage, était la primauté absolue et l'exaltation du service de l'État, ce qui n'est quand même pas rien pour de futurs fonctionnaires.

En fait je crois qu'on peut dire du *cursus* académique chinois (et pas seulement chinois) que, s'il n'était certes pas l'idéal pour former de futurs administrateurs, il ne constituait pas non plus un obstacle rédhibitoire à l'éclosion des compétences et du talent à l'intérieur de l'appareil d'État. Quiconque a fréquenté, en tant qu'historien, la fonction publique chinoise traditionnelle, admettra que si l'on y rencontre sans nul doute des incapables, des concussionnaires et de solennels imbéciles, on y trouve aussi nombre d'hommes expérimentés, de techniciens habiles et d'esprits inventifs. Le succès le plus brillant aux examens pouvait ne récompenser qu'un talent purement scolaire : Miyazaki note que la majorité des « caciques » à l'examen du palais n'ont eu qu'une carrière politico-administrative banale, voire obscure. Mais les esprits plus aptes à réussir dans les fonctions de gouvernement passaient aussi, ou du moins, suppose-t-on, dans la même proportion que les « bons élèves » sans avenir[3] — de même d'ailleurs que les esprits non-conformistes ou inquiets. On pourrait ajouter qu'en passant ils prouvaient au moins leur équilibre nerveux, dont le livre montre qu'il était mis à redoutable épreuve ! L'expertise technique, l'expérience administrative et l'ouverture aux problèmes du temps venaient après, ou étaient acquises parallèlement, ou encore étaient mobilisées au sein d'un « cabinet » judicieusement recruté par le fonctionnaire en titre.

Dernier point à souligner, tous les lauréats ne faisaient pas carrière, et certains avaient des carrières très courtes. L'excédent sans cesse gonflé des candidats académiquement qualifiés par rapport au nombre des postes disponibles entraînait de longs délais d'attente, soit à la capitale, soit dans les métropoles provinciales où les gouverneurs pouvaient leur confier des missions temporaires — moyen éprouvé pour se former au « terrain » —, soit tout simplement chez eux, et l'on compte nombre de « docteurs » n'ayant, après tous ces efforts, passé que quelques courtes années dans un ou deux postes de sous-préfet. Il va sans dire que cette masse de réserve permettait au gouvernement de choisir les fonctionnaires qui lui paraissaient les mieux adaptés aux missions demandées et de les mettre à l'épreuve. Mais on entre là dans les problèmes de gestion des nominations et des carrières, relevant du ministère de la Fonction publique (les examens étaient administrés par le ministère des Rites), et c'est un tout autre domaine.

Ajoutons pour conclure que l'ouvrage, excellement traduit, est destiné au grand public : il n'y a donc ni notes ni indications de sources. En revanche on trouve en appendice une bibliographie en langues européennes qui sera utile à ceux qui désirent poursuivre un sujet sur lequel le grand sinologue de Kyôto leur aura déjà livré, sous une forme attrayante, le fruit d'une érudition impressionnante.

Pierre-Étienne WILL

1. Ajoutons qu'un diagramme ou un tableau auraient rendu plus clair ce parcours où l'on risque de se perdre un peu.

2. Et tel que le lecteur occidental peut en prendre connaissance dans Étienne ZI, « Pratique des examens littéraires en Chine », *Variétés sinologiques,* n° 5, Shanghai, 1894 (réimpressions récentes).

3. Ceux qui ne passaient pas pouvaient d'ailleurs être récupérés par l'administration, soit qu'ils fussent recrutés au niveau de la « licence », voire d'un titre acheté, soit qu'ils missent leur expertise et leurs idées au service d'un fonctionnaire dont ils étaient les conseillers privés, parfois fort influents.

Wen-yuan QIAN, *The Great Inertia : Scientific Stagnation in Traditional China,* Londres-Sydney-Dover-New Hampshire, Croom Helm, 1984, XII + 155 p.

Ce violent pamphlet contre Joseph Needham doit d'abord être lu comme la réaction exaspérée d'un physicien chinois ayant souffert dans sa chair du dogmatisme de l'époque de Mao Zedong devant une entreprise de réhabilitation de la tradition scientifique chinoise dans laquelle quelques historiens des sciences, surtout aux États-Unis, n'hésitent pas à chercher des voies inexplorées menant à une « nouvelle révolution scientifique ». Les quatre textes qui composent ce bref ouvrage sont différents par leur intérêt et leur portée. On suit l'auteur d'un œil amusé alors qu'il accumule les exemples de « bourdes » commises par le philosophe de Cambridge. Ne se laisse-t-il pas emporter par son zèle hagiographique lorsqu'il crédite, sur la foi de quelques passages particulièrement obscurs de textes classiques, les anciens Chinois de la découverte du « principe d'Archimède » ou de percées dans divers domaines de la physique (magnétisme) et des mathématiques (calcul de la valeur de *pi*) ? L'histoire de la « pesée » d'un éléphant en le faisant monter dans une embarcation est, en effet, particulièrement illustratif. Tout d'abord, comme le fait remarquer notre auteur, il s'agit tout au plus d'une intuition, peut-être brillante, exprimée en termes d'équilibre. Il y manque, pour que l'on passe à une formulation véritablement scientifique, la reconnaissance de l'équivalence exacte entre le poids de l'éléphant et le volume d'eau déplacé. On doit noter, par ailleurs, et c'est sans doute l'un des points forts de la démonstration, que l'idée d'expérimentation demeure parfaitement étrangère à la pensée « scientifique » chinoise. Il n'est venu à personne l'idée de « répéter » la pesée de l'éléphant pour s'assurer que la mesure était constante...

On éprouve, en revanche, le sentiment d'assister à un dialogue de sourds lorsque notre physicien dénonce, avec véhémence, les conceptions « organicistes » de Needham comme relevant d'une logique préscientifique. Il paraît bien qu'il s'agit moins, dès lors, de régler des comptes avec les historiens de la science, que d'attaquer une tendance suspecte de téléologie et de métaphysique. Dès lors qu'il s'agit d'expliquer pourquoi, en dépit d'intuitions brillantes, les savants chinois de l'Antiquité et du Moyen Age se sont arrêtés au seuil de la « révolution scientifique », l'argumentation demeure confuse. L' « inertie », annoncée dans le titre, ne serait qu'une conséquence de la sophistication politique. Pour réussir à gouverner un vaste empire, les dirigeants auraient dû concentrer leurs efforts sur des techniques de manipulation sociale. Le paradoxe est que le détracteur de Needham reprend ici l'un des thèmes qui